

EN PALESTINE, VIVRE AU PIED DU MUR

INTERVIEW D'ALEX ABU ATA, Palestinien résidant à Jérusalem Est
PROPOS RECUEILLIS PAR ANNA DEMONTIS, chargée de projet éditorial à l'ACAT

En construction depuis 2002, la barrière de séparation israélienne est illégale au regard du droit international. Elle a aussi des conséquences sur la vie quotidienne des Palestiniens, comme l'explique Alex Abu Ata.

À quoi sert la barrière de séparation israélienne ?

Alex Abu Ata : Cette barrière de sécurité – comme les Israéliens l'appellent car en Palestine nous l'appelons « mur de l'apartheid » ou « barrière de séparation » – a été présentée auprès du public israélien comme une mesure de sécurité, ce qui est faux. D'abord, il y a beaucoup d'endroits où les Palestiniens peuvent escalader le mur. Par exemple, à 200 mètres de chez moi, il y a un endroit avec une corde où un passeur installe une échelle et vous fait passer de l'autre côté pour 10 shekels (2,50 euros). L'argument de la sécurité ne tient pas, parce qu'un terroriste n'aura aucun mal à passer ce mur. En réalité, c'est une façon supplémentaire, en plus de l'implantation des colonies, d'exproprier des terres palestiniennes pour les placer sous contrôle israélien : 10 % de la Cisjordanie est située derrière la barrière de séparation, avec des terres agricoles qui sont totalement isolées du village auquel elles appartiennent initialement et qui ne sont donc plus accessibles aux Palestiniens. Les fermiers concernés ont donc beaucoup de difficultés à continuer leurs activités agricoles. Par ailleurs, il faut noter que le mur a été construit en Cisjordanie donc en territoire palestinien et non en Israël. C'est donc une violation du droit international qui a été confirmée par la Cour internationale de justice (CIJ) en 2004.

Quels sont les impacts sur votre vie quotidienne ?

A.A.A. : Il y en a plusieurs. Par exemple, j'ai un compte dans une banque jordanienne qui n'est pas autorisée à s'installer à Jérusalem. Géographiquement, la banque est située à environ 300 ou 400 mètres de chez moi, mais comme elle est située derrière le mur, il faut que je fasse un gros détour. Autre exemple : en vivant au Nord de Jérusalem, je suis à 8 km du centre de Ramallah où je travaille, mais avec le

mur et les *checkpoints*, il me faut à peu près 45 minutes de trajet en moyenne, durée qui monte à 1h30 quand il y a des bouchons au niveau du *checkpoint* de Qalandiya. Pour cette raison, je ne vois plus mes amis qui vivent dans le quartier d'Al Ram, situé à 5 minutes à pied de chez moi. Je pourrais passer par un autre *checkpoint* que Qalandiya qui, lui, est davantage réservé aux colons, mais cela me ferait faire un détour de 30 km. Ce sont des contraintes qui ont été normalisées et auxquelles on ne pense même plus, mais qui découragent la population de circuler. À tel point que la zone située derrière le mur a changé : il y avait un grand carrefour, avec une zone commerciale où j'avais l'habitude de me rendre lorsque j'étais adolescent, mais aujourd'hui ces commerces ont fait faillite.

Le mur affecte-t-il de la même manière les Palestiniens de Jérusalem et ceux de Cisjordanie ?

A.A.A. : Le mur perturbe complètement notre vie quotidienne. Néanmoins, j'en pâtis moins qu'un Palestinien de Cisjordanie qui va avoir des difficultés pour se rendre à Jérusalem. D'autant que j'ai la chance de vivre là où sont implantés des bureaux des Nations unies, le bureau de la Banque mondiale et deux grandes écoles chrétiennes, qui ont fait pression pour qu'ils ne se retrouvent pas derrière le mur, ce qui les aurait obligés à passer par un *checkpoint* pour rentrer dans Jérusalem. Mais nous sommes seulement 2 000 à 3 000 résidents dans cette situation. *A contrario*, 80 000 Palestiniens vivent dans le camp de réfugiés de Shuffat, où il n'y a rien. S'ils veulent, par exemple, se rendre à l'hôpital, qui est à 3 km à vol d'oiseau de chez eux, cela peut leur prendre une à deux heures.

350 000

Palestiniens résidants à Jérusalem. Un tiers environ vivent derrière le mur (entre 100 000 et 150 000 personnes selon les chiffres de l'ONU, tandis que les sources nationalistes israéliennes citent des chiffres plus bas).